



Plus de 200 anciens responsables européens réclament des mesures de l'UE contre Israël

Description

Dans une lettre ouverte adressée mardi 26 août aux dirigeants de l'Union européenne, 209 anciens ambassadeurs et hauts fonctionnaires de l'Union européenne et des Etats membres appellent les responsables en poste actuellement aux affaires étrangères des pays membres et en responsabilité au sein de l'Union européenne à agir pour condamner l'attentat génocidaire israélien.

Par l'Agence Média Palestine, le 28 août 2025.

**Plus de 200
anciens
responsables
européens
réclament des
mesures de l'UE
contre Israël**

Lâ??ONU, les organisations humanitaires internationales et de nombreux pays ont appelÃ© ces derniÃ¨res semaines Ã augmenter la pression diplomatique sur IsraÃ«l. Il y a Ã peine une semaine, la famine Ã©tait officiellement dÃ©clarÃ©e dans une partie de la bande de Gaza par lâ??organe chargÃ© de lâ??Ã©valuation des situations dâ??insÃ©curitÃ© alimentaire aux Nations Unies. Pendant ce temps, le silence de lâ??Union europÃ©enne est assourdissant. Câ??est en rÃ©ponse Ã cette inaction coupable que cette lettre ouverte a Ã©tÃ© publiÃ©e le 26 aoÃ»t.

Un appel urgent Ã agir pour lâ??Union europÃ©enne

Dans les premiÃ¨res lignes de cette lettre, les signataires exhortent les responsables europÃ©ens, et soulignent lâ??urgence absolue Ã prendre des mesures contre IsraÃ«l pour contrecarrer le gÃ©nocide en cours. Une lettre ouverte avec des propositions concrÃ¨tes de sanctions possibles contre lâ??Ã©tat gÃ©nocidaire avait dÃ©jÃ Ã©tÃ© publiÃ©e le 28 juillet dernier, mais restÃ©e lettre morte : *â??Nous exprimons notre profonde dÃ©ception face au fait que, en rÃ©ponse Ã la dÃ©tÃ©rioration de la situation Ã Gaza, aucune mesure concrÃ¨te nâ??ait Ã©tÃ© prise par lâ??UE pour faire pression sur IsraÃ«l afin quâ??il mette fin Ã sa guerre brutale.â?*

Les signataires rÃ©clament Ã©galement que lâ??Union europÃ©enne fasse pression pour le rÃ©tablissement de *â??lâ??aide humanitaire vitale fournie et quâ??il mette fin Ã son occupation illÃ©gale de Gaza et de la Cisjordanieâ?*.

Ils soulignent dâ??ailleurs la situation dramatique sans prÃ©cÃ©dent Ã Gaza et en Cisjordanie. Pour eux, lâ??Union europÃ©enne se doit dâ??intervenir pour rester en accord avec les valeurs humanistes quâ??elle prÃ©ne, et par souci de cohÃ©rence avec son action en faveur du peuple ukrainien : *â??Notre appel rÃ©pÃ©tÃ© et urgent Ã lâ??action reflÃ¨te notre profonde prÃ©occupation face aux reprÃ©sailles injustifiÃ©es et aux violations effroyables du droit humanitaire et des droits de lâ??homme commises quotidiennement par le gouvernement israÃ©lien Ã lâ??encontre du peuple palestinien.â?*

Lâ??impossible consensus europÃ©en

Si les signataires de la lettre se prononcent clairement en faveur dâ??une sÃ©rie de mesures et de sanctions Ã prendre Ã lâ??Ã©chelle europÃ©enne, ils ne sâ??arrÃ©tent pas lÃ . Et pour cause, comme nous lâ??expliquions dans [une analyse sur les Ã©checs rÃ©pÃ©tÃ©s de lâ??Union europÃ©enne Ã agir contre le gÃ©nocide Ã Gaza](#), il est trÃ¨s difficile lors des rÃ©unions Ã lâ??Ã©chelle europÃ©enne de trouver un consensus, ou mÃªme une simple majoritÃ© qualifiÃ©e.

Preuve en est lors de la derniÃ¨re tentative de mise en place dâ??actions Ã la fin du mois de juillet dernier. [Les pays membres de lâ??Union europÃ©enne rÃ©unis devaient statuer sur la suspension dâ??une partie du programme Horizon](#), un programme de coopÃ©ration Ã©conomique qui permet Ã diverses entreprises israÃ©liennes de bÃ©nÃ©ficier de fonds europÃ©ens, dont des entreprises qui participent au gÃ©nocide en cours dans la bande de Gaza. La tentative de blocage de ces fonds sâ??est soldÃ©e par un Ã©chec, lâ??Allemagne et lâ??Italie ayant refusÃ© dâ??approuver la mesure. DÃ©s lors, impossible dâ??atteindre la majoritÃ© qualifiÃ©e et de garantir la mise en application de cette sanction.

Et c'est sans compter d'autres sanctions potentielles comme la suspension de l'accord d'association qui lie l'Union européenne et Israël depuis 2002, au nom des violations des droits humains perpétrées par le régime génocidaire israélien, qui nécessite un vote à l'unanimité des pays membres. Cette incapacité structurelle d'action de l'Union européenne a souvent été le refuge diplomatique de certains pays comme la France, qui n'est pas avare de condamnations sous forme de paroles mais sans allier les actes aux mots.

Mieux vaut agir seul que ne rien faire

C'est cela que déclarent aussi les signataires de la lettre, qui appellent les pays membres à agir individuellement à défaut de trouver un terrain commun d'entente au niveau européen : *« Nous soulignons que si l'UE ne parvient pas à adopter une position efficace, seuls les États membres, individuellement ou au sein de groupes de pays partageant les mêmes idées, agiront. Bien que cela soit en soi une bonne chose, cela n'aura pas la pleine force d'une action collective à l'échelle de l'UE. »*

Des pays européens ont déjà pris des dispositions à l'encontre d'Israël sans attendre les instances européennes, ou bien justement suite au constat d'impuissance de l'Union européenne. C'est le cas de la [Slovaquie par exemple, qui décidait d'interdire de prendre des mesures unilatérales contre le gouvernement israélien](#), en interdisant le commerce d'armes avec le régime génocidaire.

Les anciens fonctionnaires européens signataires de la lettre ont donc exhorté les pays membres à suivre la voie de leurs voisins déjà engagés dans des mesures restrictives à l'encontre d'Israël, en soumettant une liste de mesures potentielles à prendre au niveau national en annexe de cette lettre ouverte. Parmi ces mesures proposées on retrouve la suspension unilatérale *« des licences d'exportation d'armes vers Israël en vertu des lois nationales des États membres en matière de contrôle des exportations »* ou encore *« demander aux universités publiques et autres entités de cesser toute collaboration avec les entités israéliennes soupçonnées d'être impliquées dans des crimes atroces »*.

Les signataires de la lettre restent globalement sur une position pour le moins lâge, puisque le terme de génocide n'est pas employé une seule fois dans la lettre ouverte. Pourtant, la guerre génocidaire a déjà fait près de 63000 morts après les chiffres du ministère de la Santé de l'enclave palestinienne, et détruit une grande partie des infrastructures éducatives et de santé dans la bande de Gaza.

date créée
2025/08/28